

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société DRAKA FILECA
Commune de Sainte-Geneviève**

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres I et V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN, en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : « *Les dispositions ci-dessus peuvent être rendues applicables à toute installation présentant un risque notable de pollution des eaux souterraines, de par ses activités actuelles ou passées, ou de par la sensibilité ou la vulnérabilité des eaux souterraines* » ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per – et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 février 2017 autorisant la société DRAKA FILECA à exploiter des installations de fabrication de câbles sur le territoire de la commune de Sainte-Geneviève ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport et les propositions du 14 décembre 2006 de l'inspection des installations classées ;

Vu le rapport d'état des lieux des sources directes d'émission en PFAS du BRGM du 7 juin 2024 ;

Vu le rapport et les propositions du 3 septembre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 18 septembre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 26 septembre 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. La société DRAKA FILECA est autorisée à exploiter des installations de fabrication de câbles sur le territoire de la commune de Sainte-Geneviève ;
2. Le processus d'isolation des câbles par application de substances isolantes émet des rejets d'eaux résiduelles qualifiées de déchets ;
3. Lors de la visite d'inspection du 15 novembre 2006, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement avait constaté que la société DRAKA FILECA rejetait ces eaux résiduelles qualifiées de déchets dans le milieu naturel, alors que l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1979 l'interdisait et imposait une élimination dans une installation d'élimination dûment autorisée ;
4. Ces eaux étaient rejetées au niveau d'un passage sous la route départementale 1001, puis étaient canalisées sous un champ vers un talweg à l'Ouest du site ;
5. Ces eaux résiduelles ont été traitées en tant que déchets par une société extérieure au site postérieurement à l'inspection du 15 novembre 2006 ;
6. Une action de dépollution a été mise en place par la société DRAKA FILECA à la suite de l'inspection du 15 novembre 2006, correspondant à un décapage de la zone de rejet en limite de propriété du site, sous la route départementale 1001 ;
7. Lors de l'inspection du 3 septembre 2024, la société DRAKA FILECA a indiqué que les substances utilisées dans ses procédés d'application d'isolants jusque 2008 étaient composées de PFAS, dont le PFOA ;
8. Aucune analyse des PFAS dans les sols et les eaux souterraines n'a été réalisée suite à ces rejets d'eaux résiduelles dans le milieu naturel ;
9. Il convient de prendre des prescriptions applicables à l'établissement au titre de l'article L.181-14 du Code de l'environnement afin d'encadrer la réalisation d'une campagne d'analyses des sols et du sous-sol et des eaux souterraines au niveau du passage sous la route départementale 1001 et du talweg à l'Ouest du site pour identifier la présence éventuelle de substances PFAS ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er}:

La société DRAKA FILECA, exploitant des installations de fabrication de câbles sur le territoire de la commune de Sainte-Geneviève, établit un protocole d'analyse des sols et du sous-sol et un protocole d'analyse des eaux souterraines (amont et aval) permettant d'identifier et analyser les éventuelles substances PFAS présentes à l'endroit du rejet non-conforme des eaux résiduelles qualifiées de déchets, réalisé en 2006, de part et d'autre du passage sous la départementale 1001, ainsi qu'au niveau du talweg où elles s'écoulaient et s'infiltraient, à l'Ouest du site.

Ces protocoles doivent prendre en compte les caractéristiques du sol et du sous-sol et des substances recherchées. Ils respectent l'article 2 du présent arrêté.

Ils prennent en compte les risques de contamination croisée des prélèvements lors des manipulations.

Protocole relatif aux prélèvements de sols et sous-sol

Le protocole relatif aux prélèvements de sols et sous-sol susvisé est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard **un mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Il est soumis à avis de l'inspection des installations classées. À compter de la date de réception par la société DRAKA FILECA de l'avis de l'inspection des installations classées, les prélèvements de sol et sous-sol sont réalisés au plus tard sous un délai de **deux mois** et le rapport d'analyse final est transmis à l'inspection au plus tard sous un délai de **trois mois**.

Protocole relatif aux eaux souterraines

Le protocole d'analyse des eaux souterraines est conforme aux dispositions de l'article 65.I et 65.II de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Le protocole incluant l'étude hydrogéologique est transmis sous un délai maximal d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Il est soumis à avis de l'inspection des installations classées. À compter de la date de réception par la société DRAKA FILECA de l'avis de l'inspection des installations classées, la première campagne de surveillance est réalisée au plus tard sous un délai de **deux mois** et le rapport d'analyse final est transmis à l'inspection au plus tard sous un délai de **trois mois**.

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances visées par ces deux protocoles sont effectuées par des organismes ou laboratoires agréés ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par des organismes ou laboratoires accrédités par le comité français d'accréditation ou encore par des organismes signataires de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

Article 2 :

La société DRAKA FILECA établit sous sa responsabilité la liste des substances PFAS à rechercher par l'analyse, ainsi que les produits de dégradation de ces derniers. La période concernée est celle où les eaux résiduaires qualifiées de déchets étaient illégalement rejetées dans le milieu naturel.

La liste comprend a minima les PFAS suivants :

Nom de la substance	Abréviation	N°CAS
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA	307-55-1
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA	72629-94-8
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	2723-12-01
Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3

Nom de la substance	Abréviation	N°CAS
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTrDS	791563-89-8
Acide perfluorotetradécanoïque	PFTeA ; PFTeDA	0376-06-07
Acide perfluorohexadécanoïque	PFHxDA	67905-19-5
Acide perfluorooctadécanoïque	PFODA	16517-11-06
Ammonium perfluoro (2-méthyl-3-oxahexanoate)	HFPO-DA (Gen X)	13252-13-6 (62037-80-3)
4,8-Dioxa-3H-perfluorononanoic acid	DONA ; ADONA	919005-14-4 (958445-44-8)
Perfluoro([5-methoxy-1,3-dioxolan-4-yl]oxy) acetic acid	C6O4	1190931-27-1 (1190931-41-9)
2-perfluorohexyl ethanol (6 : 2)	6 : 2 FTOH ; FHET	647-42-7
2-perfluorooctyl ethanol (8 : 2)	8 : 2 FTOH ; FOET	678-39-7
Fluorotélomère thioether amido sulfonate	8 : 2 FtTAoS	755698-73-8
Acrylate de fluorotélomère	8 : 2 FTAC	27905-45-9
8:2 acide carboxylique fluorotélomère	8 : 2 FTCA	27854-31-5
8:2 polyfluoroalkylphosphate diester	8 : 2 DiPAP	678-41-1
Nom inconnu	8 : 2 FTUAC	70887-84-2
Nom inconnu	8 : 2 FTAL	135984-68-8
Nom inconnu	8 : 2 FTS	39108-34-4
Nom inconnu	8 : 2FtTA.S	755698-73-8
Alcool fluorotélomérique	8 : 2 FTOH	678-39-7

Article 3 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et à la préfète de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

Article 4 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Sainte-Geneviève pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Sainte-Geneviève fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Sainte-Geneviève, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 03 OCT. 2024

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

DESTINATAIRES :

Société DRAKA FILECA

Le maire de la commune de Sainte-Geneviève

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement S/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

